

**Nombre de conseillers**

- En exercice : 11
- Présents :
- Absents :
- Votants :

**Date de convocation :**

08/11/2023

**Date d'affichage :**

08/11/2023

**Séance du 15/11/2023**

L'an deux mille vingt-trois et le quinze novembre à 19h00, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Laurent BOUCARUT, Maire.

**Etaient présents : M. Christian BONNET, M. Rémy CLENET, Mme Christine CROUZIER, M. Laurent DUBOIS, Mme Martine FERNANDES, Mme Danielle LEUDIERE, Mme Sidonie REYNIER, M. Jean-Philippe VALENTIN ;**

**Absents excusés : M. Didier VERSTRAETE, procuration donnée à M. Laurent BOUCARUT ; Mme Solveig De CORNEILLAN08**

**Secrétaire :**

**OBJET : Adhésion au Service Partenariat CNRACL et Invalidité**

Le Maire expose :

La Commune d'ARGILLIERS confie au CDG 30 depuis de nombreuses années le traitement et le contrôle des dossiers de retraite CNRACL des agents concernés et sollicite le service du CDG 30 pour des conseils en matière de retraite, d'invalidité, de validation de service, régularisation de services, rétablissement des droits, estimations de pension, informations sur la réglementation, accompagnement personnalisé pour les agents...

Par délibération en date du 14 septembre 2023, le Centre de Gestion du Gard a mis en place des modalités de conventionnement avec notamment, une tarification annuelle couvrant les prestations qui n'entrent pas dans ses missions obligatoires.

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique, et notamment l'article L452-26 qui mentionne que les dépenses supportées par les Centres de Gestion pour l'exercice des 2 missions réalisées à la demande d'une collectivité ou d'un établissement non affilié, sont financées par une contribution dans la limite d'un taux fixé par la loi et du coût réel des missions,

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique, notamment l'article L.452-38 définissant le rôle des Centres de Gestion dans l'assistance des collectivités et établissements à la fiabilisation des comptes individuels retraite,

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique, notamment l'article L.452-41 permettant aux Centres de Gestion d'assurer, à la demande des collectivités et établissements publics de son ressort, toute tâche en matière de retraite et d'invalidité des agents,

**Vu** le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux Centres de Gestion, qui précise dans son article 33-3, que les ressources des Centres de Gestion sont constituées notamment par les redevances pour prestations de services,

**Vu** la convention de partenariat entre la Caisse des Dépôts et Consignations et le CDG 30, effective depuis le 1er janvier 2020, confiant au CDG 30 une mission d'information et d'accompagnement aux employeurs et aux actifs en matière de retraite,

**Vu** la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion en date du 14 septembre 2023 approuvant la convention d'adhésion au service Partenariat CNRACL et Invalidité,

**Considérant** la grille tarifaire annuelle proposée par le Centre de Gestion du Gard,

Le rapport du Maire entendu, Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à **XX**,

**Décide**

**Article 1 :** D'adhérer au service Partenariat CNRACL et Invalidité du Centre de Gestion du Gard

**Article 2 :** d'autoriser le Maire à signer la convention, à procéder à son exécution et à signer tous les actes y afférents

**Article 3 :** de donner délégation au Maire pour résilier (le cas échéant) la convention en cours

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de NIMES dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

*Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits*

**La** secrétaire,

**MMM**

Le Maire,

Laurent BOUCARUT